

ANALYSE DE CVU-TOGO-DIASPORA DU 21 MAI 2018

POUR UNE TRANSITION SANS FAURE GNASSINGBÉ :

Opter pour un cadre élargi de concertation avec la Diaspora plurielle et indépendante

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Coordonnateur général CVU-TOGO-DIASPORA

21 mai 2018

yemaizo@cvu-togo-diaspora.org

Le 19 août 2017 grâce aux initiatives audacieuses du Président du Parti National Panafricain, Tikpi Atchadam, le peuple togolais a retrouvé un sursaut de dignité en relançant sa lutte pour mettre fin au système cinquantenaire du régime militaro-civil de Faure Gnassingbé.

1. LA POPULATION TOGOLAISE PAYE AU PRIX FORT DES CHOIX STRATÉGIQUES ERRONÉS

Neuf mois après le début du mouvement la réalité d'aujourd'hui c'est un constat d'échec partiel, puisque les stratégies de « dialogue politique » utilisées pour amplifier cette lutte se sont avérées jusqu'à présent inefficaces. La communauté internationale et le monde ont mieux compris la nature jusqu'au-boutiste et inhumaine du régime de Faure Gnassingbé. Mais la réalité est que ceux que l'on inscrit communément au sein de la « communauté internationale » s'en fiche tant que leurs intérêts directs, indirects et personnels ne sont pas menacés !!!

Le fait que certains partis politiques ont pu accepter par le passé des modifications unilatérales de la Constitution de 1992 sans en appeler à les contester par des manifestations pacifiques, a permis au Pouvoir en place d'organiser des élections fondées sur la contrevérité des urnes avec un fichier électoral inexact et excluant la Diaspora togolaise et une commission électorale nationale dite indépendante (CENI) viciée.

Cette opposition-là peut bien encore attendre 2020 pour corriger son choix stratégique puisqu'elle n'est pas à une contradiction près.

La question se pose alors : Est-ce le choix de la majorité du Peuple togolais ? La réponse est NON ! Assurément NON !

2. APRES LES MARCHES PACIFIQUES, LA RÉPRESSION SANS DISCRÉTION

Les marches pacifiques, sans véritables menaces de déstabilisation du régime, favorisent en fait la répression, puisqu'il n'est justement jamais question de « légitime défense » organisée par les

manifestants eux-mêmes. Sans une certaine capacité de nuisance, pour contrecarrer un tant soit peu les initiatives déstabilisatrices du pouvoir, aucune lutte ne peut espérer gagner. L'exemple de l'Afrique du Sud de Steve Biko, de Winnie et de Nelson Mandela et de bien d'autres, témoigne de l'approche multi-faces des luttes gagnantes.

Celui qui a demandé de « stopper » les marches doit démissionner. S'il s'agit du facilitateur ghanéen, il doit démissionner en tant que « médiateur ». S'il s'agit d'un ou plusieurs membres de la Coalition des 14, il (ils) ou elle (elles), doit démissionner et laisser place à des stratèges politiques plus avertis. Ceux qui ont permis à l'adversaire politique déstabilisé - le pouvoir de Faure Gnassingbé -, de se reconstruire et de se réorganiser en fonction des circonstances, ce qui lui permet aujourd'hui de mieux bastonner les populations, en tout non-respect des droits humains, ne peuvent espérer la moindre excuse et ne peuvent justifier leurs atermoiements par l'emploi de formules du type : « *on s'est fait avoir* » ; « *on a cru bien faire pour prouver notre bonne foi* » ; « *on ne pouvait pas faire autrement* » ; « *on ne pouvait pas refuser* », etc.

Bref, la Coalition des 14 doit assumer ses choix qu'ils aient été choisis, forcés ou même rémunérés. Personne ne peut accepter de croire que Faure Gnassingbé, qui ne participait d'ailleurs pas à ce dialogue, allait se sentir engagé par les résultats de ce qui n'est pas une « négociation ». Alors, une fois la « rue » neutralisée, Tikpi Atchadam neutralisé, il ne restait qu'à neutraliser la Coalition des 14 en espérant neutraliser le Peuple togolais. Il y a à ce jour pourtant 116 partis politiques au Togo, sans compter la Diaspora togolaise non recensée qui aspire à créer ses propres partis politiques.

Mais est-ce que le Peuple togolais se résume à la Coalition des 14 partis politiques qui refusent de s'élargir en trouvant d'autres alliés et refusent ainsi de s'adjoindre des compétences précieuses pour le combat politique ? De la réponse à cette question dépendra l'avenir du Togo sous et avec Faure Gnassingbé et son système ou sans Faure Gnassingbé et son système. La frange non-républicaine des Forces armées Togolaises (FAT) a fait le choix de Faure Gnassingbé et ne pourra vraisemblablement pas survivre en tant que FAT à son départ. Mais nous ne perdons pas de vue ce que nous affirmons depuis des années, à savoir qu'il existe une frange républicaine des FAT dont nous entendons tenir compte le moment-venu.

De fait, on ne sait plus si c'est Faure Gnassingbé qui a besoin des FAT ou si ce sont les FAT qui ont besoin de Faure Gnassingbé. En attendant, il faut éradiquer toutes velléités de contestation, de rassemblement, bref le droit d'aller, de venir et même de se réunir dans un lieu privé, est officieusement suspendu au Togo, sauf pour faire l'éloge des forces étrangères privées ou publiques ou des puissances au pouvoir. La résistance est en voie de chloroformisation ce d'autant que la violence militaire est gratuite puisqu'elle reste de manière récurrente impunie et qu'elle est opérée de plus en plus souvent par des agents/mercenaires étrangers ne parlant les langues du pays. La répression du pouvoir se fait sans discrétion, puisque les forces armées agissantes sont renforcées par la protection que leur concède le droit à l'impunité totale instauré par le système Gnassingbé.

3. MOBILISATION SANS PERSPECTIVE ÉCONOMIQUE

Le système militaro-civil togolais a profité de la « suspension des marches pacifiques au cours du dialogue » pour renforcer son arsenal de répression sous le faux-prétexte d'une lutte régionale contre le terrorisme et une propension à voir en toute initiative de contestation politique, économique ou sociale, les germes de sa déstabilisation. Du coup, le Togo est sous un couvre-feu qui ne dit pas son nom. L'impunité triomphe. Les oppositions politiques au Togo comme dans la Diaspora continuent à refuser de s'entendre pour constituer un Front élargi dépassant le cadre restrictif de la Coalition des 14 partis politiques dont le bilan reste très mitigé.

Au final, les dirigeants togolais, du pouvoir comme de l'opposition, manquent de transparence, n'arrivent plus à favoriser la création de richesses pour ses populations. Ces dirigeants refusent en réalité de faire le bilan de leurs inefficacités individuelles ou collectives. Les stratégies à moyen-terme sont simplement absentes ou considérées comme une priorité seconde face à l'urgence d'une « mobilisation » sur le terrain et dans la Diaspora.

Mais, une mobilisation populaire massive peut-elle déboucher sur quelque chose de concret et des réelles perspectives de transformation, si elle n'est pas porteuse d'un programme d'avenir du Togo audacieux, innovateur et conquérant ?

La réponse est oui : en l'absence de programme et de perspective politique c'est la confusion qui continuera à régner !

4. RETROUVER UNE ÉCONOMIE LIBRE

Les effets sur le taux de croissance économique du Togo sont négatifs avec au moins une perte d'au moins 1,5 % de croissance en 2018. Mais ce n'est rien en comparaison du manque-à-gagner pour le Peuple togolais en référence à la fuite des capitaux, les flux financiers illicites, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme qui trouveraient leurs origines de plus en plus au Togo. Selon la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT), la crise socio-politique togolaise depuis le 19 août 2017 aurait un impact négatif sur l'économie nationale. Plus de 82,77 % des entreprises togolaises sondées auraient connu une baisse de leur chiffre d'affaires entre 25 % et 50 %¹. En réalité, de nombreuses entreprises qui ont disparu du fait d'un système mafieux et d'alignement politique n'ont pas fait l'objet d'un recensement, ni avant, ni après le 19 août 2017.

De toutes les façons, cette croissance économique est accaparée par une oligarchie minoritaire défendant sa forteresse usurpée avec le pouvoir régalien de l'Etat, ce contre les intérêts de la grande majorité de la population, mis à part cette partie de la population qui continue à préférer le maintien du système en place pour espérer pouvoir aspirer au passage quelques miettes contre une servitude volontaire assumée.

Paradoxalement, les chancelleries occidentales ont choisi de profiter de la stratégie – assumée ou subie – de la Coalition des 14, pour rappeler que toutes sorties de crises devraient passer par des élections. Ces chancelleries oublient que personne n'est dupe de leur stratégie au Togo. Présents pour défendre les intérêts des pays représentés, il arrive que certains des ambassadeurs, pris individuellement, puissent avoir des intérêts personnels à défendre. A ce titre, venir au Togo pour en repartir plus pauvre qu'à l'arrivée n'est pas une option. Alors ne sous-estimons pas le jeu des chancelleries occidentales au Togo qui n'ont jamais vraiment condamné les actes du pouvoir !

L'avenir économique du Togo ne peut se lire à l'aune des pratiques économiques passées de Faure Gnassingbé et ses affidés. L'économie togolaise n'est pas une économie libre car empêtrée dans les vastes maillages décisionnels et de servitude du pouvoir et de ses agents parasites, souvent corrompus. Il faut donc bien distinguer entre le « fourre-tout » et l'économie fondée sur l'éthique, la transparence, la productivité et l'efficacité. Quelques mots qui semblent avoir disparu du dictionnaire du RPT/UNIR.

5. LE DANGER D'UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE FOURRE-TOUT.

Il est vrai qu'en offrant au Pouvoir, sur un plateau d'argent, de « *suspendre temporairement les marches pacifiques* », la Coalition des 14 a unilatéralement choisi de sous-traiter son pouvoir décisionnel au facilitateur ghanéen sous prétexte de « démontrer » la bonne foi de ses membres.

Une stratégie assumée par certains ? Une trahison pour d'autres ? Une erreur de stratégie ? Peu importe !

Le résultat est que Faure Gnassingbé a profité pour refondre le processus électoral à son image, celui de la falsification des futures vérités des urnes avec l'aide précieuse d'une société belge. Référendum constitutionnel, élections locales, législatives ou présidentielles ne peuvent plus être gagnées par la Coalition des 14.

D'autres « oppositions » dont les membres furent des anciens partisans du pouvoir comme partisans de l'opposition tentent de se donner une nouvelle virginité en s'affichant au centre. Un centrisme qui risque de mener tout droit vers un alignement sur le pouvoir en place régénéré. En effet, le « Groupe des Républicains et Ecologistes du Togo » (GRET) composé de six partis qui veulent faire reposer leur action sur « le dialogue », le rejet de la violence et de l'extrémisme, et la vérité des urnes. Alors vont-ils opter pour le 28^e dialogue ? Vont-ils accepter de dialoguer alors que la seule perspective offerte par le pouvoir est aujourd'hui celle de la pérennisation d'annonces unilatérales de contre-vérité des urnes, une constante au Togo ? Si la devise du GRET est « celui qui aime la République doit la sauver », faut-il comprendre que tous ceux qui ne sont pas du GRET ne « veulent pas » sauver le Togo ?

Bref, tout ceci apparaît comme une nouvelle stratégie de division de l'opposition. Mais face à une Coalition des 14 qui refuse de faire un bilan objectif et autocritique de sa stratégie et de ses très maigres résultats, dits « sur le terrain », d'autres alternatives vont voir le jour. Espérons qu'il s'agira

d'alternatives pour servir le Peuple togolais et non d'alternatives pour se servir du Peuple togolais à des fins d'intégration d'un gouvernement d'union nationale fourre-tout.

6. RECOMMANDATIONS DU CVU-TOGO-DIASPORA

A un mois de la fin de Présidence tournante de Faure Gnassingbé à la tête de la CEDEAO, le vrai « faux » dialogue » est bel et bien mort, même si le faire-part officiel de décès n'a pas encore été rendu public. Il était prévu que ce dialogue politique dure 10 jours selon le facilitateur ghanéen. Suite à un silence prolongé tendant à faire croire qu'il était devenu soudainement muet et presque sourd tant il a été surpris voire désarçonné par le constat de la réalité à laquelle il a été confronté, tant de la part du pouvoir togolais que de la Coalition des 14, voilà que ce vrai « faux » dialogue semble relancé avec une visite de la Coalition des 14 au Ghana.

Mais pour discuter quoi ? La libération de tous les prisonniers politiques ? L'arrêt du maillage systématique des villes et quartiers togolais pour empêcher les marches pacifiques ? Le silence forcé de la Coalition des 14 pour que Faure Gnassingbé déroule en toute quiétude sa stratégie pour un référendum constitutionnel et des futures élections falsifiées ? Bref, un bilan sans complaisance s'impose.

Certains, au sein de la Coalition des 14 feignent de rassurer l'immensité des citoyens togolais qui ont exprimé massivement leur aspiration au changement, qu'il n'a jamais été précisé s'il s'agissait ou non de 10 jours consécutifs. Ceux-là méritent-ils encore la confiance du Peuple togolais et le qualificatif de responsables politiques ?

Le résultat de cette stratégie politique est qu'il n'y a plus de « marches pacifiques » puisque désormais c'est le pouvoir qui s'y oppose en empêchant systématiquement tout rassemblement et toutes revendications y compris de la société civile dans le pays. C'est donc bien Faure Gnassingbé et son système militaro-civil qui prolonge de facto la « lumineuse » stratégie de suspension des marches pacifiques.

Les tenants du système de domination et d'usurpation mis en place depuis des décennies au Togo semblent paniquer ou tout au moins être « chevauchés » par le syndrome de la peur, celle qu'un Peuple en colère renvoie à ses dirigeants non sollicités et à une armée non-républicaine.

7. RECOMMANDATIONS DE CVU-TOGO-DIASPORA

Il est ainsi permis de conclure que le vrai « faux » dialogue a permis de neutraliser - en principe provisoirement - l'insurrection populaire initiée le 19 août 2017.

Quelles que soient les responsabilités, nous sommes tous coupables et prenons notre part de responsabilité.

Mais de grâce, que le Peuple togolais comprenne qu'il n'y a rien à gagner à organiser l'avenir du Togo sur la base des mêmes erreurs, avec les mêmes stratégies et avec les mêmes personnes !!! Le changement ne sera pas effectif si le Peuple se contente de changer des « individus » et non « le mode de fonctionnement et de prise de décision » qui caractérise une bonne gouvernance politique, économique, sociale, culturelle et environnementale.

Aussi, le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU-TOGO-DIASPORA) recommande :

- la recherche d'un consensus crédible autour d'un « Programme commun sur l'avenir du Togo (PAT) » de l'après-Faure avec la Diaspora togolaise plurielle et indépendante et une Coalition renouvelée avec des partis politiques indépendants et des représentants de la société civile indépendants du pouvoir du RPT/UNIR ;
- une transition sans Faure Gnassingbé afin de refonder les institutions à des fins de transparence et de préparer avec sérénité des élections fondées sur la vérité des urnes ;

Ce sera le gage d'un retour à une opposition plurielle, indépendante et disposant alors d'une crédibilité retrouvée.

Une telle démarche n'est pas exclusive des nécessaires pressions à exercer sans fins et sans relâche pour la libération des prisonniers politiques en lutte pacifique pour l'avènement de la démocratie non usurpée au Togo. YEA.

21 mai 2018.

Dr Yves Ekoué AMAÏZO

Coordonnateur général

Collectif pour la Vérité des Urnes.

CVU-TOGO-DIASPORA. Une association de fait financièrement indépendante et politiquement libre.

www.cvu-togo-diaspora.org

info@cvu-togo-diaspora.org

© CVU-TOGO-DIASPORA

¹ Rédaction (2018). « Togo : la crise sociopolitique a entraîné une baisse des résultats des entreprises de la place (CCIT) ». In Togofirst.com. 13 avril 2018. Accédé le 21 avril 2018. Voir <https://togofirst.com/fr/gouvernance-economique/1304-644-togo-la-crise-sociopolitique-a-entraîne-une-baisse-des-resultats-des-entreprises-de-la-place-ccit>